

Croatie

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

➔ Droit à la vie

Manquement à l'obligation de protéger le droit à la vie d'une personne atteinte d'un handicap mental au cours d'une intervention de police et médicale.

T.V. (47909/19)
Arrêt définitif le 11/09/2024

Surveillance standard
État d'exécution

➔ Conditions de détention

Traitements dégradants en raison des conditions de détention inadéquates dans diverses prisons, et absence de recours effectif.

Groupe Huber (39571/16)
Arrêt définitif le 07/07/2022

Surveillance standard
État d'exécution

➔ Étrangers - enquêtes ineffectives, expulsion collective, conditions de détention

Absence d'enquête effective sur le décès ; **Conditions de détention inadaptées** aux enfants migrants ; **Manque de diligence** et de célérité de l'administration et des tribunaux concernant la rétention des requérants demandeurs **d'asile et la procédure d'asile** ; **Expulsion collective** ; **Entrave à l'exercice effectif du droit à une requête individuelle.**

M.H. et autres (15670/18)
Arrêt définitif le 04/04/2022

Surveillance soutenue
État d'exécution

➔ Durée excessive de procédures

Procédures civiles excessivement longues et absence de recours effectif.

Groupe Kirinčić et autres (31386/17)
Arrêt définitif le 30/10/2020

Surveillance standard
État d'exécution

➔ Équité des procédures administratives

Manquement des autorités administratives à l'obligation d'inclure la partie dans la procédure de commande et d'obtention **d'un rapport d'expert.**

Groupe Letinčić (7183/11)
Arrêt définitif le 03/08/2016

Surveillance standard
État d'exécution

➔ Discrimination

Absence d'enquête efficace sur les motifs haineux des agressions violentes motivées par l'orientation sexuelle, **et de poursuites**

Groupe Sabalić (50231/13)
Arrêt définitif le 14/04/2021

Surveillance standard

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

pénales en conséquence (au lieu de cela, les auteurs ont été sanctionnés dans le cadre de procédures pour délits mineurs).

État d'exécution

► Protection du droit à la propriété

Législation sur le contrôle des loyers imposant une charge disproportionnée et excessive aux propriétaires **d'appartements soumis à un régime de baux protégés** : le niveau inadéquat du loyer protégé, les conditions restrictives de résiliation des baux protégés et l'absence de toute limitation temporelle au régime des baux protégés.

Groupe Statileo (12027/10)
Arrêt définitif le 10/10/2014

Surveillance soutenue
État d'exécution